



Communiqué de presse

Être au chômage ou au RSA, ce n'est pas un choix !

Le président de la République a indiqué, à l'occasion de la traditionnelle interview du 14 juillet, sa volonté d'engager, dès la rentrée, la réforme des retraites et une nouvelle réforme du marché du travail.

Il a contourné soigneusement le maintien du pouvoir d'achat par les augmentations de salaire alors même que la totalité des organisations syndicales et de jeunesse le demande.

Concernant la négociation collective, FO ne saurait accepter que d'autres s'accaparent des prérogatives relevant des interlocuteurs sociaux.

Le Président Macron porte encore l'objectif d'une réforme des retraites conduisant à faire travailler les actifs plus longtemps. FO réitère sa totale opposition à toute réforme des retraites visant à reculer l'âge de départ (âge légal, âge pivot ou d'équilibre, durée de cotisations) et est déterminée à en obtenir l'abandon et à empêcher de nouveaux reculs sociaux. En revanche, FO est prête à travailler dans le cadre de négociations sur le maintien dans l'emploi des seniors, l'entrée dans l'emploi des jeunes, la formation professionnelle tout au long de la vie, la pénibilité au travail, dans une perspective d'amélioration des droits et de la qualité de l'emploi.

Pour FO, le travail, c'est le salaire, les conditions de travail, donc l'attractivité des emplois qui permettront le plein emploi et non la contrainte d'une baisse de l'indemnisation ou une obligation qui pourrait apparaître comme du « travail forcé ».

Ce qui donne l'équilibre à notre système de protection collective, ce sont les cotisations. Ce qui creuse le déficit, ce sont les aides publiques aux entreprises sans contrepartie et sans compensation de l'Etat !

Pour FO, il y a tout à craindre d'une énième loi Travail qui viendrait encore une fois réduire les droits des salariés, ce qui entraînerait inmanquablement la création d'une improbable structure nommée France travail, comme d'une nouvelle réforme de l'assurance chômage qui viendrait réduire encore l'indemnisation des demandeurs d'emploi.

Être au chômage ou au RSA n'est pas un choix.

FO attachée au paritarisme et à la pratique contractuelle exige le retour à la négociation entre interlocuteurs sociaux sur les règles de l'assurance chômage, dans le cadre du calendrier initialement prévu.

Pour FO, il n'y a pas de progrès social sans justice sociale !

Paris, le 14 juillet 2022


Contact :


Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général

Secrétariat général

 [fsouillot](mailto:fsouillot@force-ouvriere.fr)

[@force-ouvriere.fr](mailto:fsouillot@force-ouvriere.fr)

 01.40.52.86.01

 06.72.92.02.72